



Université Paris-Nanterre
UFR Langue et Civilisations Étrangères

Master 2 Études européennes et internationales
Parcours Études russes et post-soviétiques

Rapport de stage



Cem Taylan
Sous la direction de Jean-Robert Raviot
Année universitaire 2021-2022

Sommaire

Remerciements.....	3
Introduction.....	4-6
I) EDAM, un think-tank au cœur d’Istanbul.....	7-9
A) Brève histoire	7-8
B) Le fonctionnement	8
C) L’équipe de chercheurs.....	8-9
II) Recherches, rapports et veilles	9-39
A) Géopolitique du réchauffement climatique	9-11
B) La crise biélorusse	12-13
C) Réactions internationales au conflit israélo-palestinien	13-18
D) Le sommet de l’OTAN	18-26
E) « Dans l’ombre des armes »	26-30
F) Le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan	31-35
G) Les élections allemandes d’une perspective internationale	36-39
III) Conclusion	40
A) Les apports du stage	40
B) Perspectives professionnelles	40
Sitographie	41-43

Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier mon tuteur Jean-Robert Raviot, qui a encadré ce stage, mais également toute l'équipe pédagogique du master ERPS pour ces deux belles années.

Je souhaite également remercier toute l'équipe d'EDAM, notamment ma tutrice Zeynep Basaran. Même si j'ai dû réaliser ce stage à distance en raison des contraintes sanitaires, j'ai toujours été très bien accompagné.

Je remercie Emma Calvet, qui a pris le temps de relire mon travail et m'a donné ses avis sur plusieurs points importants.

Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude à Sinan Ülgen, fondateur et directeur d'EDAM, pour sa confiance en moi.

Introduction

« EDAM vise à contribuer aux processus décisionnels de la Turquie, tant à l'échelle nationale qu'internationale, en analysant les politiques qui vont définir sa place dans le nouvel ordre mondial¹. » Pendant mes quatre mois de stages au think-tank EDAM, basé à Istanbul, l'actualité internationale a été particulièrement animée: la crise des F-35 entre les États-Unis et la Turquie, le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan, le sommet de l'OTAN, Le détournement du vol Ryanair 4978 par les autorités biélorusses... Grâce à ce stage, j'ai eu l'opportunité d'observer ces événements cruciaux avec le regard d'un chercheur. La localisation de l'établissement était d'autant plus intéressant pour moi. Ayant grandi en Turquie et connaissant très bien son histoire et son actualité, c'était pour moi l'occasion de croiser connaissances sur la géopolitique et sur le pays.

La Turquie et la Russie: des partenaires stratégiques

Les relations russo-turques sont d'une importance géostratégique grandissante. Les deux États connaissent un rapprochement graduel depuis les années 2000, notamment grâce aux bonnes relations qu'entretiennent les présidents respectifs Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Plusieurs similitudes s'observent entre les systèmes politiques des deux pays: le **parti-État**, une démocratie plébiscitaire, un capitalisme contrôlé par l'État, de fortes collusions entre les élites politiques et les secteurs stratégiques, un contrôle accru sur le champ médiatique.

Sur le plan géopolitique, la Turquie et la Russie ont souvent des intérêts antagonistes. Les deux États se sont retrouvés en rivalité en Syrie (où les deux pays se trouvent en contact direct), en Libye, en Mer Noire, dans le Haut-Karabakh et plus récemment dans le conflit ukrainien. Cependant, le volume important des échanges turco-russes est non-négligeable. A ce jour, la Turquie est un des premiers pays importateurs du gaz russe. Des projets comme le gazoduc Turkishstream (projet russe qui a pour objectif de transporter le gaz jusqu'en Europe en contournant l'Ukraine) et la centrale nucléaire d'Akkuyu (construite par une entreprise russe)

¹ <https://edam.org.tr/hakkimizda/>

attestent de la coopération importante entre les deux pays. Enfin, l'achat par la Turquie du système de défense antiaérienne russe S-400 malgré les sanctions américaines a marqué un tournant important dans les relations bilatérales. Cet événement sera étudié plus en profondeur dans la sous-partie sur le sommet de l'OTAN qui a eu lieu le 14 juin 2021. Bayram Balci, Directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) à Istanbul, emploie le terme de « rivalité coopérative » pour décrire les relations russo-turques².

Le chercheur commente que malgré les rivalités, « les deux dirigeants ont continué à communiquer même dans les moments difficiles³ ». La guerre en Ukraine montre encore une fois l'importance géopolitiques des relations russo-turques. A la fois membre de l'OTAN et un allié proche du Kremlin de part ses relations bilatérales, la Turquie cherche à adopter un rôle de médiateur dans le conflit. A l'occasion du forum de diplomatie d'Antalya, les ministres des affaires étrangères russes et ukrainiennes se sont rencontrés le 10 mars, sous l'impulsion de la Turquie. Plus récemment, le 8 juin, Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russes, s'est déplacé en Turquie pour négocier un corridor de sécurité en Mer Noire pour reprendre les exportations de blé ukrainien.

Mes missions

Même si les contraintes sanitaires m'ont obligé à travailler à distance, j'ai été très bien encadré tout au long de mon stage par l'équipe de chercheurs. Mes missions étaient principalement de faire de la recherche, rédiger des rapports, faire des veilles d'actualité et de la traduction. La diversité des sujets sur lesquels j'ai travaillé était un point fort de ce stage. Dès ma première semaine, j'ai commencé à travailler sur une thématique intitulée « Géopolitique du réchauffement climatique ». Dans le cadre de ce travail, j'ai étudié la transformation de secteurs, tels que le secteur automobile, en raison du réchauffement climatique et les impacts géopolitiques que cela entraîne. J'ai ensuite suivi de près la crise survenue après le détournement du vol Ryanair 4978 par les autorités biélorusses pour arrêter le dissident Roman Protassevitch.

² <https://orientxxi.info/magazine/le-choix-impossible-de-la-turquie-entre-l-ukraine-et-la-russie.5430>

³ *ibid*

La même semaine, j'ai recensé les réactions internationales à la montée des tensions entre Israël et la Palestine. Début juin, j'ai co-rédigé un rapport qui reprenait les points forts du sommet de l'OTAN qui s'est déroulé à Bruxelles le 14 juin 2021. Courant juillet, j'ai travaillé sur un rapport sur la stratégie militaire du PKK et du YPG, des organisations militaires kurdes classées comme terroristes par le gouvernement turc. J'ai listé les équipements militaires des deux organisations. Pendant le mois d'août, j'ai effectué une veille quotidienne sur l'avancée des talibans en Afghanistan et les événements qui ont suivi après leur retour au pouvoir. Enfin, j'ai co-rédigé un rapport sur les élections allemandes qui se sont tenues le 26 septembre 2021. Je me suis essentiellement concentré sur les propositions des partis politiques en termes de politique étrangère.

I) EDAM, un think-tank au cœur d’Istanbul

A) Brève histoire

Un think-tank est une structure de droit privé qui regroupe des experts comme des chercheurs, des académiciens, des analystes ou bien des anciens ambassadeurs. L'activité principale d'un think-tank est de produire des études et d'élaborer des propositions, le plus souvent dans le domaine des politiques publiques ou de l'économie⁴. Fondé en 2005 par Sinan Ülgen, EDAM est un think-tank spécialisé sur la politique étrangère, la sécurité internationale, les relations entre la Turquie et l'Union européenne, l'économie mondiale et la cyber-sécurité. Il est situé au quartier d'Akatlar, en plein centre d'Istanbul. Avec un rayonnement à l'international, le centre de recherche est un des plus réputés en Turquie. Dans le classement 2015 organisé par l'Université de Pennsylvanie, EDAM était le seul think-tank turc à être classé dans huit catégories différentes. L'institut s'est classé au 9e rang dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), au 15e rang des meilleurs instituts de défense et de sécurité au monde et au 9e rang du classement des activités des groupes de réflexion les plus performants⁵. Le fondateur, Sinan Ülgen, est un ancien diplomate turc. Diplômé en 1987 de l'Université de Virginie, aux États-Unis, avec une double spécialisation en informatique et en économie, il a poursuivi ses études de troisième cycle au Collège d'Europe à Bruges, en Belgique, où il a obtenu un master sur l'intégration économique européenne en 1990. Après ses études, Ülgen a commencé sa carrière de diplomate au ministère turc des affaires étrangères. En 1992, il a été nommé représentant permanent de la République de Turquie auprès de l'Union européenne à Bruxelles et a fait partie de l'équipe qui a négocié l'accord d'Union douanière turco-européenne. Après sa retraite, il a fondé, avec une équipe de chercheur, le think-tank EDAM. Il est actuellement président du centre de recherche. Depuis 2021, l'ex-ambassadeur Tacen Ildem co-préside l'institut. Jusqu'en avril 2020, İldem a été secrétaire général délégué de l'OTAN. Il a le représentant permanent de la Turquie auprès de l'OSCE, puis de l'OTAN, et ambassadeur à La Haye au cours de sa longue carrière entre 1978 et 2021.

⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Think_tank

⁵ <https://edam.org.tr/hakkimizda/>

Il a occupé la direction générale des affaires de sécurité internationale au ministère des affaires étrangères et a été chef de cabinet présidentiel, conseiller principal et porte-parole pour les affaires étrangères. Au cours des années précédentes de sa carrière, il a servi à différents niveaux au sein de la représentation permanente auprès de l'OTAN à Bruxelles, et dans les ambassades à New Delhi, Washington et Athènes.

B) Le fonctionnement et la ligne éditoriale

Les ressources financières du think-tank proviennent principalement de fondations privées et d'ONG occidentales. Le conseil d'administration est composé de seize personnes. L'institut de recherche réalise des projets et des recherches communs sur la base du principe de cofinancement. Des grandes entreprises, telles que Google, payent le think-tank pour qu'il réalise des recherches sur des sujets précis. Pour Zeynep Basaran, une des chercheuse, les sujets sont souvent choisis en fonction de fonds privés, ce qui réduit le champ de liberté. L'institut traite majoritairement des sujets internationaux qui touchent à la Turquie. Par ailleurs, malgré les bonnes relations entretenues avec des institutions occidentales, un alignement du think-tank avec les positions de l'État turc en matière de politique extérieure est observable. Sur des sujets tels que le génocide arménien, la Patrie bleue (doctrine militaire qui défend les droits maritimes de la Turquie en mer d'Égée) ou l'achat du système antiaérien russe S-400 par la Turquie, Sinan Ülgen défend souvent les thèses du gouvernement turc.

C) L'équipe de chercheurs

Composée de 5 chercheurs permanents (hors les deux présidents, qui rédigent régulièrement des papiers d'analyse), EDAM accueille souvent des chercheurs visiteurs, des assistants de recherches et des stagiaires. Pendant mon stage, nous étions 3 stagiaires. Tous les chercheurs ont un très bon niveau en anglais. Certains parlent d'autres langues, comme le français, le russe, l'italien ou l'arabe. Ma tutrice, Zeynep Basaran, a travaillé à l'Assemblée parlementaire et au siège de l'OTAN à Bruxelles (communications stratégiques, planification des politiques, représentante permanent de la Turquie) et au Istanbul Policy Center (centre d'études politiques d'Istanbul), où elle a mené des recherches sur la résolution des conflits et les migrations.

Un des chercheurs avec qui j'étais souvent en contact était le Docteur Can Kasapoglu. Expert dans les questions de défense et domaines de renseignement à source ouverte, Kasapoglu a travaillé dans plusieurs think-tank et instituts de recherche en Europe et aux États-Unis avant d'arriver à EDAM. Enfin, j'ai souvent co-rédigé mes rapports avec Ogul Tuna, doctorant à l'Université de Californie et spécialisé sur l'espace post-soviétique, et Kaan Tezel, stagiaire comme moi, actuellement en première année de master en relations internationales à l'Université de Leiden, aux Pays-Bas.

II) Recherches, rapports et veilles

A) La géopolitique du réchauffement climatique

La première mission qui m'a été confiée était de faire de la recherche sur la thématique du réchauffement climatique et les impacts géopolitiques qu'il entraîne. J'ai d'abord étudié les mesures prises par l'Union européenne (UE) dans le secteur des transports afin de lutter contre la crise climatique, puis celles prises par la Turquie. Le Green Deal européen, un ensemble de politiques conçues par la Commission européenne visant à atteindre la neutralité carbone, fixe l'objectif de réduire de 90 % les émissions des transports d'ici 2050. Dans le secteur des transport, les mesures éco-responsables marquent le début d'un processus de destruction créatrice, tel que définit par Joseph Schumpeter (« processus de mutation industrielle qui révolutionne continuellement la structure économique de l'intérieur, détruisant sans cesse l'ancienne, créant sans cesse une nouvelle⁶ »). L'ambition européenne de produire une énergie durable ouvre non seulement de nouveaux marchés, mais contraint également d'autres pays à suivre cette transition. Selon de nombreux experts et universitaires, les marchés des voitures électriques fleuriront dans cette nouvelle ère, marquant la fin de la production de voitures industrielles. Les tendances pointent déjà ce virage : un rapport publié par l'Agence internationale de l'énergie montre qu'en 2010, à peine 17.000 voitures électriques roulaient dans le monde, mais en 2019, les ventes ont dépassé les 2,1 millions.

⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Destruction_cr%C3%A9atrice

Selon ce rapport, 47 % des voitures électroniques mondiales roulent aujourd'hui en Chine, suivie par les pays européens (25 %) et les États-Unis (20 %⁷). En plus des voitures électriques, d'autres alternatives ont émergé depuis 2017, comme les scooters, les vélos ou les cyclomoteurs électriques. « Un stock estimé à 350 millions de deux/trois-roues électriques, dont la majorité se trouve en Chine, représente 25 % de tous les deux-trois-roues en circulation dans le monde⁸. »

Un autre marché clé de cette période de transition écologique est celui des batteries renouvelables. Avec la croissance rapide du marché des véhicules électroniques (VE), la demande de batteries renouvelables est en augmentation. Pour la première fois de son histoire, la production d'électricité à partir de sources renouvelables a dépassé la production de combustibles fossiles dans l'Union européenne. Le principal défi à l'avenir étant le stockage de l'électricité pour les véhicules électriques, l'UE cherche à réduire sa dépendance aux entreprises étrangères. et produire ses propres batteries renouvelables. Cette dépendance, notamment vis-à-vis des firmes japonaises, sud-coréennes et chinoises, représente un risque économique et géopolitique pour l'Europe. De plus, l'UE dépend également de matières premières essentielles à la production de batteries telles que le lithium, le cobalt ou le graphite. Ces matières premières sont principalement importées du Chili (79%), de la République Démocratique du Congo (68%) et de la Chine (47%⁹).

L'Alliance européenne des batteries pour la souveraineté technologique européenne

Dans la perspective de réduire la dépendance de l'UE dans la production de batteries, le commissaire européen Maroš Šefčovič fonde, en octobre 2017, l'Alliance Européenne des Batteries. Les principaux objectifs de cette alliance sont de coordonner les recherches et études européennes sur les batteries afin de créer un consortium européen dans cette industrie très

⁷ IEA, Global electric car stock, 2010-2019, IEA, Paris <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/global-electric-car-stock-2010-2019>

⁸ <https://www.iea.org/reports/global-ev-outlook-2020>

⁹ <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/resilience-des-matieres-premieres-critiques-la-voie-suivre-pour-un-renforcement-de-la-securite-et-de-la-durabilite#:~:text=>

prometteuse, de rattraper la Chine qui a une longueur d'avance sur l'Europe et de permettre aux firmes européennes de conserver leur position de leader sur le secteur automobile. La Banque centrale européenne (BCE) et plus de 260 acteurs privés financent ce projet. La France et l'Allemagne ont déjà investi cinq à six milliards d'euros dans ce projet, dont un milliard de subventions publiques.

Les investissements turcs dans les marchés des batteries et des véhicules électriques

Comme ses voisins européens, la Turquie investit également dans ces nouveaux marchés. Même si la part des véhicules électriques reste très faible sur le marché automobile (environ trois ou quatre pour cent), les investissements ne cessent d'augmenter. En novembre 2020, ASPILSAN Energy a lancé la base de la première usine de production de batteries lithium-ion de Turquie dans la ville anatolienne de Kayseri. İsmail Hakkı Doğanakaya, chef de l'entreprise, a affirmé, lors de la cérémonie d'inauguration que l'installation atteindra en 2030 la capacité de produire au moins trois cents systèmes de batteries différents et 21 millions de batteries à base de magnésium/nickel/cobalt par an. Une autre étape importante vers le secteur des énergies renouvelables est le lancement de la première automobile électrique turque TOGG. Présentée en 2019, la voiture turque fonctionnera avec des batteries Lithium-Ion. Ces batteries seront produites par la firme chinoise Farasis en Turquie. Cependant, l'une des principales critiques adressées à ce projet est l'absence d'infrastructures pour VE en Turquie. Alors que les autorités ont promis que le véhicule turc sera conçue en 2022, beaucoup d'experts pointent le manque de bornes de recharge. Un autre défaut du TOGG, selon ces experts, est que le prix du véhicule sera trop cher pour le citoyen turc moyen, le rendant exclusif aux seules classes supérieures et réduisant les enjeux de la consommation de masse.

B) La crise biélorusse

Une fois mes recherches sur la géopolitique du réchauffement climatique terminées, j'ai proposé de rédiger un rapport sur la crise survenue entre l'Union européenne et la Biélorussie après le détournement d'un vol Ryan air par les autorités biélorusses pour arrêter Roman Protassevich, journaliste et dissident du régime du Président Alexandre Loukachenko. Mon travail n'a pas été publié car il manquait d'angle sur la Turquie, selon Sinan Ülgen. Cependant, mes recherches ont été utilisées plus tard pour un autre rapport.

L'ancien République soviétique, voisin de la Pologne et de la Lituanie (deux États membres de l'Union européenne), entretenait déjà des relations tendues avec l'UE. En réaction à la répression de manifestations de rues déclenchées suite à la réélection d'Alexandre Lukachenko pour un cinquième mandat, le Conseil européen a adopté, le 2 octobre 2020, une série de sanctions contre les autorités biélorusses. Souvent décrit comme le dernier dictateur d'Europe, le président biélorusse Alexandre

Loukachenko entretient des liens étroits avec le président russe Vladimir Poutine. En 1999, les deux pays ont lancé une initiative pour former un État de l'Union de la Russie et de la Biélorussie, un traité supranational qui unifiera les deux États post-soviétiques. Bien que le projet ne soit pas finalisé, les deux dirigeants se soutiennent mutuellement, notamment en ce qui concerne les sanctions occidentales.

Le 23 mai 2021, un avion de Ryanair, voyageant d'Athènes à Vilnius, a été contraint d'atterrir à Minsk, en Biélorussie, après que les autorités biélorusses ont affirmé avoir reçu un e-mail, signé par le Hamas, affirmant la présence d'une bombe à bord de l'avion. Quelques instants après la perquisition, le journaliste Roman Protassevich, dissident du régime de Loukachenko et fondateur de la chaîne d'information Nexta sur Telegram, a été arrêté avec sa compagne Sofia Sapega. Le Conseil européen a appelé à adopter des mesures visant à interdire le survol de l'espace aérien de l'UE par les compagnies aériennes biélorusses et à empêcher l'accès aux aéroports de l'UE des vols opérés par ces compagnies aériennes.

Alors que l'UE et les États-Unis ont pris une position ferme contre la Biélorussie, imposant de nouvelles sanctions pour la libération immédiate de Roman Protassevich et l'ouverture d'une enquête par l'Organisation de l'aviation civile internationale, le président russe Vladimir Poutine a affirmé son soutien à Loukachenko. L'UE a annoncé que les compagnies aériennes européennes éviteront l'espace aérien biélorusse, tandis que Moscou l'a rejeté. En réaction à cela, Air France et d'autres compagnies aériennes ont annulé des vols vers Moscou. Le président américain Joe Biden a également pris une position claire sur la question, promettant de sanctionner neuf entreprises publiques biélorusses et de travailler sur un plan d'action plus élaboré avec l'UE.

Selon de nombreux analystes, la Russie veut éviter un deuxième « scénario ukrainien » où elle perdrait sa domination sur la Biélorussie, entraînant une influence croissante de l'Occident. D'un autre côté, l'UE reste prudente face aux sanctions de peur que la Russie n'acquière une influence encore plus puissante sur la Biélorussie.

La position de la Turquie est également à prendre en considération : alors que l'Otan a publié un communiqué condamnant fermement le détournement forcé vers Minsk d'un avion de Ryanair et réclamant une enquête indépendante, la position du gouvernement turc reste floue. Selon l'agence de presse Reuters, deux diplomates turcs ont révélé que la Turquie faisait pression sur l'OTAN afin d'éviter de nouvelles sanctions contre la Biélorussie.

Enfin, il est également crucial d'examiner la situation dans son ensemble des relations entre la Biélorussie et la Lituanie. La Lituanie est l'un des premiers refuges des leaders de l'opposition biélorusse comme Sviatlana Tsikhanouskaya, principale opposante de Loukachenko lors des élections de 2020.

Ce n'est pas un hasard si Roman Protassevich se rendait à Vilnius, où la diaspora biélorusse est essentiellement composée d'opposants au régime. Le lendemain de l'arrestation, la Biélorussie a expulsé tous les diplomates lettons du pays.

C) Réactions internationales au conflit israélo-palestinien

Le 10 mai 2021, le Tsahal, armée de défense israélienne, a mené des frappes aériennes dans la bande de Gaza contre des militants du Hamas. Ces frappes se sont intensifiées dans les jours qui ont suivi. En réaction, le Hamas a également bombardé des positions israéliennes. Le 21 mai, un cessez-le-feu conclu entre les deux parties met fin aux affrontements. Au moins 256 Palestiniens, dont 66 mineurs, ont été tués, plus de 1 900 personnes ont été blessées et au moins 72 000 ont été déplacées¹⁰. Du côté d'Israël, quatorze personnes ont été tuées et 343 personnes ont été blessées¹¹. Dès le début des affrontements, ma tutrice Zeynep Basaran m'a demandé de suivre de près les événements et de lister les réactions internationales.

1. Les pays africains

- **Afrique du Sud** : Le gouvernement sud-africain a appelé à l'ouverture d'une enquête sur les actions du gouvernement israélien devant la Cour pénale internationale (CPI) pour d'éventuels « crimes contre l'humanité ». Les autorités ont insisté sur la nécessité pour Israël d'abandonner "les expulsions programmées de familles palestiniennes" à Jérusalem et la reprise des négociations visant à établir un "Etat palestinien viable".
- **Maroc** : La position du Maroc sur le conflit israélo-palestinien est ambiguë. Depuis 2020, le Maroc a établi des relations diplomatiques avec Israël en échange de la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental contesté. Bien que Mohammed VI, le roi du Maroc, soit un membre important de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le Maroc n'a pas directement condamné les attaques israéliennes contre Gaza. Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères du Maroc, a exprimé ses « profondes

¹⁰ <https://www.jpost.com/middle-east/un-there-is-no-safe-place-in-gaza-72000-people-displaced-668489>

¹¹ <https://www.timesofisrael.com/73-year-old-israeli-woman-who-fell-in-rocket-shelter-dies-of-injuries/>

inquiétudes » sans prendre de position claire et a rappelé le soutien du pays à la solution à « deux États ».

- **Algérie** : Le gouvernement algérien a adopté une position ferme contre Israël. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, le pays a appelé la communauté internationale à protéger les "lieux saints" et à mettre fin à la "politique israélienne d'occupation des territoires palestiniens". A l'issue de la réunion d'urgence du Conseil de la Ligue arabe, qui s'est tenue mardi 11 mai, Sabri Boukadoum, ministre des Affaires étrangères, a exhorté les pays membres à réactiver la "solidarité arabo-musulmane" pour faire avancer la cause palestinienne.
- **Egypte** : Le ministère égyptien de la Santé a ajouté que 11 hôpitaux, dont six au Caire, d'une capacité de plus de 900 lits et plus de 3 600 médecins et infirmiers, ont été mobilisés pour soigner les blessés palestiniens. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi a exprimé sa volonté que l'Egypte assume un rôle de médiateur dans le conflit.

2. Les pays du Golfe

- **Arabie saoudite** : Le ministre saoudien des Affaires étrangères a exprimé la solidarité du Royaume avec le peuple palestinien. S'adressant à Al Arabiya TV, le prince Faisal bin Farhan a déclaré que la position saoudienne sur la Palestine était claire, à savoir parvenir à une solution permanente selon l'initiative arabe et un État palestinien basé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale¹².
- **Émirats arabes unis (EAU)**: Le président des Émirats arabes unis, le prince héritier Cheikh Mohammed ben Zayed, s'est avancé et a proposé de servir de médiateur pour les pourparlers entre les Israéliens et les Palestiniens lors d'un appel avec le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, l'État L'agence de presse a rapporté¹³.
- **La Ligue arabe** : Dans une déclaration faite le 9 mai, le chef du Parlement arabe, Adel bin Abdul-Rahman Al-Asoumi, a déclaré : « La tenue de cette session d'urgence découle du fait

¹² <https://www.arabnews.com/node/1861266/saudi-arabia>

¹³ <https://www.aljazeera.com/economy/2021/5/28/profits-or-palestine-uae-israel-deals-likely-to-continue-quietly>

que le Parlement arabe s'acquitte de sa responsabilité nationale en soutenant la cause palestinienne en tant que premier numéro des Arabes ». Il a appelé à la fin des crimes en cours commis par Israël contre le peuple palestinien et au soutien de tous ses droits. Le plus important d'entre eux est l'établissement d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale. La Ligue arabe a tenu une session extraordinaire au niveau des délégués permanents. Sous la présidence du Qatar, actuel président du Conseil de la Ligue arabe, les États membres ont discuté des crimes et des attaques israéliens contre les lieux saints islamiques et chrétiens de Jérusalem occupée, en particulier la mosquée Al-Aqsa, et des attaques contre les fidèles. Le 11 mai, le chef de la Ligue arabe a condamné les frappes aériennes israéliennes meurtrières sur la bande de Gaza comme « aveugles et irresponsables » et a déclaré qu'Israël avait provoqué une augmentation antérieure de la violence par ses actions à Jérusalem. Dernièrement, la Ligue a salué dimanche 30 mai la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de créer une commission internationale pour enquêter sur les violations d'Israël contre les Palestiniens¹⁴.

- **Qatar** : L'émir qatari cheikh Tamim bin Hamad Al Thani a déclaré, suite à un appel téléphonique avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, que le Qatar poursuivra ses efforts avec d'autres pays pour aider à arrêter les attaques israéliennes contre les Palestiniens et la mosquée Al-Aqsa¹⁵. Doha a promis 500 millions de dollars supplémentaires pour la reconstruction et pour le peuple¹⁶.

3. États membres du conseil de sécurité de l'ONU et l'Union européenne

- L'Union européenne (UE) semble divisée sur le conflit israélo-palestinien. Alors que des pays comme la France, la Suède ou l'Irlande ont exprimé leur soutien à l'Autorité palestinienne, d'autres pays comme l'Allemagne, la Slovaquie ou l'Autriche ont invoqué le droit d'Israël à se

¹⁴ <https://dailynewsegypt.com/2021/05/09/arab-league-to-hold-emergency-meeting-on-israeli-attacks-in-jerusalem/>

¹⁵ <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/22/qatar-pledges-to-help-stop-israeli-attacks-on-palestinians>

¹⁶ <https://www.jeuneafrique.com/1179766/politique/tribune-israel-palestine-le-qatar-a-la-rescousse/>

défendre en priorité. D'autre part, des pays comme la Pologne et la Hongrie sont très sceptiques quant à l'aide financière de l'UE à la Palestine, pointant le niveau élevé de corruption dans l'État palestinien et soulignant que l'argent fourni par l'Union dispense en fait les autorités israéliennes de travailler pour le développement des territoires occupés. Dans une déclaration publiée le 12 mai, l'UE a appelé à la fin immédiate des violences en cours des deux côtés. Tout en condamnant les tirs de roquettes du Hamas et d'autres groupes vers des civils israéliens, la déclaration reconnaît le besoin légitime d'Israël de protéger sa population civile, soulignant que cette réponse doit être proportionnée et avec un maximum de retenue dans l'usage de la force.

- France : Le président français Emmanuel Macron a appelé le 13 mai à un cessez-le-feu et à la désescalade de la violence, sans prendre de position claire. Quelques jours plus tard, le ministère français de l'Intérieur interdit une grève pro-Palestine et arrête Bertrand Heilbronn, le président d'une ONG palestinienne en France, en raison de son opposition à la décision. Cela a été vivement critiqué par le chef de l'opposition Jean-Luc Mélançon qui a accusé le gouvernement de « provoquer des incidents ».
- Royaume-Uni : Le 12 mai, le Premier ministre britannique Boris Johnson a exhorté dans un tweet « Israël et les Palestiniens à se retirer du bord du gouffre et aux deux parties à faire preuve de retenue ». Le 26 mai, le Premier ministre israélien a remercié le Premier ministre britannique pour son soutien « indéfectible et indéfectible » lors de la visite du ministre des Affaires étrangères Dominic Raab en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Après avoir visité Israël et la Palestine, Dominic Raab a déclaré que le Royaume-Uni « reste attaché à la solution à deux États comme le meilleur moyen de mettre définitivement fin à l'occupation, d'assurer l'autodétermination palestinienne et de préserver l'identité juive et démocratique d'Israël ». Il a également ajouté que le Royaume-Uni avait promis 3,2 millions de livres sterling d'aide d'urgence à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) pour soutenir les habitants de Gaza¹⁷.

¹⁷ <https://inews.co.uk/news/world/israel-palestine-conflict-benjamin-netanyahu-boris-johnson-support-gaza-1020701>

- États-Unis : Le 13 mai, quatre jours après les attentats, Joe Biden a consacré sa principale intervention à un sujet exclusivement américain, peu disposé à s'impliquer dans cette nouvelle crise israélo-palestinienne. Plus tard, le président américain a déclaré qu'il n'y a pas eu de « réaction excessive de la part d'Israël » et a ajouté que « la question est de savoir comment arriver à un point où il y a une réduction significative des attaques, en particulier des attaques à la roquette, qui sont tirées sans discrimination sur les centres de population¹⁸ », (parlant des tirs palestiniens). Par conséquent, tout au long des combats, Biden a transmis son « soutien indéfectible à la sécurité d'Israël et au droit légitime d'Israël de se défendre et de défendre son peuple tout en protégeant les civils¹⁹ ».
- Russie : Le 13 mai, le président russe Vladimir Poutine, avec le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, a appelé à la fin du conflit israélo-palestinien via une « solution à deux États », impliquant l'établissement de la Palestine en tant qu'État indépendant aux côtés d'Israël. Restant neutre, Poutine a exhorté Israël et les Palestiniens à cesser les combats et a appelé les parties à désamorcer les tensions et à résoudre pacifiquement les problèmes émergents²⁰.
- Chine : La Chine et la Russie ont appelé l'ONU à « faire davantage pour désamorcer les tensions et mettre en œuvre une solution à deux États ». Pékin a exprimé son ressentiment le 13 mai face à l'obstruction des États-Unis à la discussion du CSNU du 12 mai en refusant d'approuver une déclaration conjointe appelant à une résolution pacifique par le biais d'une « solution à deux États ». Le ministre chinois des Affaires étrangères a accusé les États-Unis d'être "indifférents aux souffrances des Palestiniens²¹.

¹⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/14/etats-unis-joe-biden-rechigne-a-intervenir-dans-la-derniere-crise-israelo-palestinienne_6080157_3210.html

¹⁹ <https://foreignpolicy.com/2021/06/02/biden-washington-israeli-palestinian-conflict/>

²⁰ <https://thediplomat.com/2021/05/what-are-china-and-russia-saying-about-the-israel-palestine-conflict/>

²¹ <https://thediplomat.com/2021/05/what-are-china-and-russia-saying-about-the-israel-palestine-conflict/>

Soutien étranger au Hamas : le Qatar est l'allié international le plus important du Hamas (jusqu'à présent, l'émirat a transféré 1,5 milliard d'euros (1,8 milliard de dollars) au Hamas). La Turquie est un autre partisan de l'organisation (le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé son soutien politique à son chef Ismail Haniyeh). Enfin, l'Iran fournit des roquettes aux militants de l'organisation.

D) Le sommet de l'OTAN

A l'approche du 28ème sommet de l'OTAN, Zeynep Basaran m'a proposé de me joindre à elle pour rédiger un rapport qui sera publié sur le site. Ce sommet était d'une grande importance pour l'avenir des relations transatlantiques sous le président américain Joe Biden. Sous Donald Trump, les relations entre les États-Unis et l'OTAN s'étaient dégradées. Le 24 décembre 2021, le président Français avait même employé le terme de « mort cérébrale » en parlant de l'OTAN. Cette expression faisait à la fois référence à l'isolationnisme de Donald Trump et les politiques suivies par le président turc Recep Tayyip Erdogan, notamment en Syrie, en Libye et en Méditerranée occidentale.

Le sommet avait également une grande importance pour la Turquie.

Le Président Erdogan s'est d'abord entretenu avec son homologue américain Joe Biden sur les avions chasseurs F35, puis sur l'aéroport de Kaboul. Plus tard, une rencontre a eu lieu entre le président turc et Emmanuel Macron. Les deux chefs d'État ont échangé sur la Syrie, la Libye et la Méditerranée occidentale.

Des consultations intenses ont eu lieu, commençant par la réunion du G7 à Cornwall et se poursuivant avec le sommet de l'OTAN et la réunion États-Unis-UE tenue à Bruxelles, où le président américain Joe Biden a rencontré les dirigeants canadiens et européens et la réunion Biden-Poutine, tenue à Genève. Le fait que le premier dirigeant européen que le président Biden ait rencontré après son entrée en fonction, après les premiers ministres du Japon et de la Corée du Sud, était le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et sa déclaration au Forum sur la sécurité de Munich selon laquelle « l'Amérique est de retour » ont eu une résonance positive pour l'avenir des relations transatlantiques.



Les dirigeants de l'OTAN à Bruxelles (source: AFP)



Le président turc Recep Tayyip Erdogan et le président américain Joe Biden (source: Reuters)



Le président turc Recep Tayyip Erdogan et le président français Emmanuel Macron

(source: Reuters)

Extraits du rapport²²:

Le 14 juin, les chefs d'État, les ministres des affaires étrangères et de la défense de 30 pays alliés se sont réunis au siège de l'OTAN à Bruxelles. Comme prévu, l'ordre du jour du sommet comprenait les objectifs de l'OTAN pour 2030, le renforcement de la défense et de la dissuasion dans la partie orientale de l'Alliance, le dépassement du seuil technologique face aux technologies destructrices émergentes et l'atténuation des effets géopolitiques du changement climatique. Comme répété avant chaque sommet, les Alliés ont exprimé leur attachement et leur détermination les uns envers les autres, envers l'article 5 du traité de Washington, envers les valeurs démocratiques et envers l'OTAN. Comme prévu, le public turc s'est concentré sur la rencontre Erdogan-Biden, qui est particulièrement importante pour les relations entre la Turquie et les États-Unis. Bien qu'une analyse ait été faite sur le sort des S-400 et les demandes optimistes pour le programme F35, les principaux points à l'ordre du jour de cette réunion étaient

²² <https://edam.org.tr/post-nato-summit/>

l'annonce que les alliés américains et européens retireraient leurs forces militaires d'Afghanistan et que l'aéroport de Kaboul a été laissé à la Turquie. Il n'aurait pas été stratégique de s'attendre à ce que la rencontre d'une heure entre Erdogan et Biden soit un tournant dans les relations entre la Turquie et les États-Unis. En fournissant un soutien en matière d'approvisionnement aux Alliés et aux pays partenaires afin d'assurer la coordination civile pendant le processus de pandémie de Covid, l'OTAN a en quelque sorte montré sa résilience face aux menaces non militaires et a mis en œuvre avec succès la gestion des crises, qui est l'un de ses trois principaux objectifs. Continuant à s'adapter à l'évolution des menaces sécuritaires depuis 2014, l'OTAN a lancé des messages d'unité pour cette nouvelle ère avec ses objectifs à l'horizon 2030.

Renforcement de la coopération entre les Alliés et rôle politique de l'OTAN

Avec la publication du rapport OTAN 2030 New Age Togetherness, il vise à renforcer le rôle actif de l'Alliance dans la politique mondiale ainsi que sa stratégie militaire, et à élargir les questions portées à l'ordre du jour de l'organisation. L'une des différences entre le siège de l'OTAN et d'autres organisations internationales est qu'il offre un forum consultatif où les Alliés nord-américains et européens peuvent se rencontrer fréquemment et négocier sur des questions communes de défense et de sécurité. Les dirigeants ont franchi une étape importante lors de ce sommet en exprimant leur soutien à l'ouverture de toute discussion à l'OTAN qui pourrait affecter la sécurité transatlantique, y compris là où l'OTAN n'a pas d'obligation de première réponse. Les questions économiques, les contrôles à l'exportation de certains biens et services et les transferts de technologie sont des exemples de ces domaines. En bref, l'OTAN, qui est une alliance militaire et politique, produira également à l'avenir des politiques non militaires contre les menaces non militaires.

Le principe de dissuasion et de défense de l'Alliance

Le renforcement du principe de dissuasion et de défense, qui est au cœur de la sécurité de l'Alliance et des liens transatlantiques, était l'un des points importants à l'ordre du jour du Sommet. L'importance d'augmenter les investissements de défense nécessaires et de disposer de capacités modernes pour assurer l'adaptation militaire et soutenir la vigilance des forces de

l'OTAN a été soulignée. Il a été proposé à l'Alliance d'élaborer une nouvelle stratégie militaire pour contrer les menaces de défense multiformes d'aujourd'hui. Les dirigeants ont exprimé leur volonté politique de renforcer la dissuasion et la défense de l'Alliance, qui se poursuit depuis 2014. L'article 5, qui a été le principal pilier de la défense commune depuis la création de l'Alliance, est également venu couvrir les opérations spatiales avec ce sommet historique, et l'Alliance a une fois de plus souligné que les politiques spatiales sont compatibles avec le droit international. Un autre point d'intérêt pour la Turquie est que le Centre d'excellence de l'OTAN pour la sécurité maritime, qui soutiendra l'opération ininterrompue de mobilisation militaire sur terre, dans les airs et sur mer, et qui sera établi pour assurer la sécurité des éléments critiques de l'infrastructure sous la surface de la mer, sera situé sur le sol turc.

Le principe de « résilience », qui est mis en avant comme première ligne de défense, est énoncé à l'article III du traité fondateur de l'OTAN comme « obligation de maintenir et de développer des capacités de résistance individuelles et collectives contre une attaque armée ». Avec la pandémie de COVID-19, la responsabilité nationale et l'engagement collectif sont devenus encore plus importants. Lors du sommet, en plus des sept conditions nécessaires pour renforcer la préparation civile existante, des mesures supplémentaires à prendre à l'avenir, l'engagement de résilience renforcée, ont été convenues. Bien que la résilience relève toujours de la responsabilité des gouvernements nationaux, il est envisagé d'accroître la coopération concrète avec les pays alliés et partenaires dans des domaines tels que la continuité des éléments d'infrastructure vitaux, le maintien des réseaux de communication civils et l'approvisionnement énergétique.

Première ligne de défense – objectifs nationaux de résilience

Les politiques concernant l'utilisation et l'appropriation des développements technologiques, qui ont augmenté rapidement ces dernières années, ont été l'un des points les plus importants de l'ordre du jour du Sommet. Ayant déjà une stratégie convenue contre les technologies émergentes et perturbatrices, l'Alliance a déclaré qu'elle continue de travailler à transformer ses politiques concernant ces technologies de plus en plus agressives en un plan d'action. Les dirigeants ont de nouveau souligné que l'OTAN devrait avoir une coopération technologique afin que les citoyens de 30 pays alliés puissent assurer une défense et une sécurité communes.

Il a également été signalé que deux mesures importantes seraient prises à cette fin ; Premièrement, le Defence Innovation Accelerator, qui vise à permettre à l'Alliance d'adopter plus rapidement les technologies émergentes et dont la création est prévue dans le cadre de la coopération civilo-militaire, et le Fonds OTAN pour l'innovation (OTAN) qui sera créé pour soutenir les startups qui réalisent activités sur le double usage des technologies en développement et de rupture (Fonds pour l'innovation). Avec ces initiatives, il vise à éliminer l'écart de capacité entre les Alliés et à accélérer la coopération et l'innovation transatlantiques en matière de défense dans des domaines de recherche clés tels que l'intelligence artificielle, les mégadonnées, les technologies à intégration quantique, l'hypersonique et la biotechnologie.

Coopération par le partenariat

Les dirigeants de l'OTAN ont rappelé l'importance de créer des espaces communs avec les pays non membres sur des questions telles que la lutte contre le terrorisme, la sécurité mondiale, l'interdiction des armes chimiques et la crise climatique. Soulignant l'importance de relations durables avec l'Afghanistan après le retrait des unités militaires de l'OTAN dans cette zone, les dirigeants ont annoncé que l'assistance économique et militaire à l'armée nationale afghane se poursuivrait. Visant à établir de nouveaux partenariats avec différents pays dans les domaines susmentionnés, l'OTAN a souligné que cet objectif est inévitable pour la stabilité régionale. L'une des questions abordées à cet égard était la crise avec la Biélorussie. D'autre part, les dirigeants ont souligné l'importance du partenariat entre l'Union européenne et l'OTAN et ont fait valoir que les partenariats stratégiques avec la Chine et la Russie devaient se poursuivre.

Programme sur le changement climatique et la sécurité

Le changement climatique était l'un des principaux sujets du sommet de l'OTAN. Les dirigeants ont fait valoir que l'un des objectifs de l'OTAN était d'assumer un rôle de chef de file dans la lutte contre la crise climatique. L'OTAN a annoncé son intention de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans ses opérations et installations militaires. L'organisation, qui a adopté l'objectif de zéro émission d'ici 2050, a annoncé qu'elle renforcera le dialogue avec d'autres institutions internationales sur l'environnement.

Soulignant l'importance de maintenir ce dialogue avec la Chine, les dirigeants ont déclaré que la crise climatique est un élément important de leur nouveau plan d'action. L'OTAN a annoncé que les problèmes environnementaux seront également inclus dans les domaines de la défense et du militaire et mènera des efforts conjoints pour construire des infrastructures moins nocives pour l'environnement. Après le sommet, un plan d'action sur les changements climatiques et la sécurité a été présenté au public. Parmi les points saillants du plan figurent les dimensions géopolitiques et militaires de la crise climatique, les responsabilités de l'OTAN pour surmonter cette crise, le devoir de l'OTAN de sensibiliser les pays du monde aux effets du changement climatique sur la sécurité et la stabilité mondiales (pour cela, une évaluation annuelle de l'impact du changement climatique et de la sécurité à tenir), les programmes scientifiques et technologiques de l'OTAN soutiennent la recherche sur la crise climatique et ce plan d'action est mené en coopération avec des alliés non membres de l'OTAN.

2022: le nouveau concept stratégique

L'un des messages les plus importants transmis lors du sommet était que l'OTAN ouvrait une nouvelle page après l'administration Trump et assumerait un rôle beaucoup plus actif. À cet égard, il y a une refonte du concept stratégique. Le concept stratégique est un document officiel qui décrit les objectifs permanents, la structure et les principales tâches de sécurité de l'OTAN. Le concept identifie également les principaux problèmes de sécurité et les stratégies envisagées pour les résoudre. Annonçant que la nouvelle stratégie sera déterminée par le Conseil lors de la session permanente du prochain sommet, les dirigeants ont évoqué les objectifs de l'OTAN pour 2030. Soulignant la nécessité d'un mécanisme de financement conjoint pour l'OTAN conformément à ces objectifs, les dirigeants ont déclaré que les trois éléments les plus importants du budget commun, qui devrait être mis en œuvre en 2023, seront la viabilité, l'accessibilité financière et la responsabilité.

Fonds commun pour les investissements de défense

L'une des questions les plus importantes abordées a été la coopération des pays de l'OTAN dans le domaine de la défense. Outre des objectifs tels que l'augmentation du budget commun, le

système de défense antimissile balistique (BFS) a beaucoup fait parler d'eux. Le système BFS est financé par des contributions volontaires des pays de l'OTAN. Au lieu de cela, l'introduction d'un mécanisme de financement commun pour les BFS figurait parmi les objectifs déclarés. Déclarant que le BFS est d'une grande importance pour la sécurité des pays de l'OTAN et de l'Europe, les dirigeants ont souligné que ce système de défense est purement destiné à l'autodéfense. Les dirigeants ont condamné que le BFS n'est pas une menace pour la Russie, que la Russie a adopté une position agressive contre les pays de l'OTAN à cause du BFS, et ils ont exprimé leur ouverture à des négociations avec la Russie sur cette question.

Conclusion

Lors du premier sommet de l'OTAN tenu sous l'administration Biden, les messages d'unité et de solidarité ont été mis en avant. Au cours de la période qui a débuté avec l'objectif d'unité pour la nouvelle ère, des messages importants ont été donnés sur l'avenir des relations transatlantiques. La mise en œuvre d'une coopération accrue, un partage des responsabilités et des stratégies communes entre les pays alliés et les pays partenaires sont prévus. Adopter une position ferme à l'égard de la Russie et de la Chine, mais travailler en collaboration avec ces deux pays, notamment sur les implications du changement climatique en matière de sécurité, figurent parmi les questions les plus fréquemment mentionnées, est un deuxième point fort qui ressort des pourparlers. Le sommet a également marqué la normalisation des relations entre les États membres et la Turquie. En ce sens, la rencontre entre le président français Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdoğan était importante. Enfin, les alliés ont souligné la nécessité pour l'OTAN d'assumer davantage de responsabilités et de prendre des mesures concrètes sur les questions d'environnement et de climat. Le plan d'action sur le changement climatique et la sécurité, qui a été rendu public après le sommet, comporte de nombreux objectifs importants à cet égard.

E) « Dans l'ombre des armes »

Pendant le mois de juillet, j'ai travaillé sur un rapport intitulé « Dans l'ombre des armes ». J'ai traduit, du turc en anglais, ce travail réalisé par les experts Sinan Ülgen et Can Kasapoglu. Cette étude examine l'arsenal du réseau PKK et YPG grâce à des méthodes de renseignement en

sources ouvertes. Le premier chapitre présente une évaluation militaro-stratégique et opérationnelle approfondie de cet arsenal, ainsi que des recommandations politiques. La deuxième partie détaille l'inventaire du PKK et du YPG.




Extraits du rapport²³:

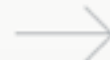
- Le réseau PKK & YPG entre dans une nouvelle phase de « guerre hybride » en termes de capacité armée. Cette nouvelle tendance constitue une menace importante pour la sécurité nationale de la Turquie. L'organisation terroriste est susceptible de développer une capacité de combat asymétrique semblable au Hezbollah libanais ou au Hamas, à l'exception des missiles balistiques tactiques et des arsenaux de roquettes lourdes de ces groupes.
- En particulier, les systèmes de défense aérienne portables (MANPADS), les missiles antichars guidés (ATGM) et les mini-véhicules aériens sans pilote du YPG et du PKK constituent de graves menaces pour les formations conventionnelles.
- Un suivi approfondi des conflits régionaux et des tendances en matière d'armement est essentiel pour traiter la menace à sa source. La Turquie doit empêcher l'organisation terroriste PKK d'acquérir d'autres armes révolutionnaires telles que les lanceurs antichars RPG-30 ou les MANPADS SA-25 Verba.
- Au début des années 1990, avec la première guerre du Golfe, les forces de Saddam Hussein ont perdu le contrôle d'une part importante de leur arsenal, ce qui a entraîné une augmentation drastique de la capacité de combat du PKK. Une situation similaire est apparue plus récemment pendant la guerre civile syrienne. Outre la perte de contrôle par l'armée arabe syrienne, le Mukhabarat syrien a systématiquement fourni des armes au PKK pendant des décennies.
- Les armes illégales entrant en Syrie et les armes transférées à des groupes ayant des liens organiques avec le PKK ont encore aggravé la situation sécuritaire. Les armes saisies lors de l'opération Claw-Lightning & Thunderbolt en Irak fournissent des preuves significatives démontrant les caractéristiques transfrontalières de l'arsenal du PKK et des YPG.

²³ <https://edam.org.tr/en/in-the-shadow-of-guns-armament-trends-of-the-pkk-ygp-terrorist-network/>



- L'activité terroriste du PKK dans les années 1990 a déclenché une transformation systémique de la capacité militaire de la Turquie. L'ordre de bataille doctrinal des forces armées turques est passé de la structure volumineuse basée sur les divisions de l'époque de la guerre froide à une structure plus flexible centrée sur les brigades. À l'époque, la Turquie a également introduit des unités de commandos aéromobiles et de montagne, des hélicoptères d'attaque, formé et utilisé efficacement des forces spéciales et mené des opérations transfrontalières systématiques, qui, dans l'ensemble, ont conduit au succès militaire dans les années 1990. Cependant, l'environnement hybride de guerre et de terrorisme du XXIe siècle est très différent des champs de bataille de faible intensité des années 1990.
- Pour faire face à la menace émergente pour la sécurité nationale, la Turquie doit donner la priorité aux cadres stratégiques suivants :
 1. Adopter une stratégie spécifique ciblant les capacités et les besoins critiques du réseau terroriste PKK,
 2. Cibler les systèmes d'armes révolutionnaires et les réseaux d'approvisionnement du complot YPG & PKK,
 3. Vaincre le programme de drones du PKK.
- Une surveillance approfondie des conflits régionaux restera essentielle pour les décennies à venir. Une analyse intelligente du conflit de 2006 entre le Hezbollah libanais et les Forces de défense israéliennes aurait, par exemple, laissé peu de place à la surprise en Syrie pour les décideurs turcs. La Turquie doit développer une analyse stratégique complète et une capacité de renseignement open source pour résoudre des problèmes similaires à l'avenir.

ARMORED PLATFORMS AND LAND VEHICLES






VISUAL	TYPE	SOURCE
	HUMVEE (M1115)	https://www.dailymotion.com/video/x7m18mp https://mobile.twitter.com/DefenseUnits/status/908942729849094144
	M1117 Guardian	https://www.defenseworld.net/news/18390/US_Supplies_M117_Guardian_Armored_Vehicles_To_Anti_Assad_Anti_ISIS_Militia#.YEnu65Mza3I
	IAG Guardian	https://medium.com/war-is-boring/us-beefs-up-military-supplies-to-syrian-militia-8d75e58c4416
	BTR 60PB	https://twitter.com/oryxspioenkop/status/727574003582390272
	BTR-80* <i>*Probably used by Russian Military Police, BTR-80 is seen in YPG inventory, also captured by the Free Syrian Army from FFK & YPG elements in Syria</i>	https://twitter.com/oryxspioenkop/status/971517824832360449
	Lenco Bearcat G2	https://twitter.com/CivilWarMap/status/8799983447892008967s=20



ANTI-TANK WEAPONS AND FIRE-SUPPORT WEAPONRY

VISUAL	TYPE	SOURCE
	<p>RPG-7 Variants and Iran-made ammunition</p>	<p>https://armamentresearch.com/kurdish-ypg-forces-with-iranian-tandem-heat-rpg-7-projectile/</p> <p>https://twitter.com/CalibreObscura/status/1378327875527528452?s=20</p>
	<p>RPG-7V (reported to be Bulgaria-made)</p>	<p>https://silahreport.com/2020/08/27/northern-iraq-pkk-weapon-caches-of-operation-claw-tiger-miles-check-this/</p>
	<p>Type 69 RPG (Soviet RPG-7 China variant)</p>	<p>https://www.flickr.com/photos/kurdishstruggle/1547368473/</p> <p>https://www.pinterest.fr/pin/295126581813171506/sent/?invite_code=2e3de8000b5f4c3791129a6a802a1d1f&sender=653866577057572491&sfo=1</p>
	<p>9M111 Fagot Soviet-Russian made ATGM</p>	<p>https://twitter.com/CalibreObscura/status/1337321605706473472</p>

Les missiles anti-tanks

VISUAL	TYPE	SOURCE
	<p>PKS Machine Gun</p>	<p>https://www.aksam.com.tr/foto-galeri/dunya/abd-nin-terror-orgutu-pkkye-verdig-silahlarin-turkiyeye-karsi-kullanilmasindarendise-ediliyor/45183/14</p> <p>https://www.google.nl/amp/s/www.dailysabah.com/politics/war-on-terror/turkish-stf-units-seize-yppkk-terrorists-explosives-in-syria/amp</p>
	<p>Colt M4 Infantry Rifle</p>	<p>https://www.dailysabah.com/war-on-terror/2017/06/29/us-sends-120-trucks-of-weaponry-to-pkks-syrian-offshoot-pyd-in-a-week</p>
	<p>AGS-17 Grenade Launcher W85 Machine Gun</p>	<p>https://twitter.com/CalibreObscura/status/1184747935898263552/</p>
	<p>Zhiang M99 Anti-Material Sniper Rifle</p>	<p>https://twitter.com/Dellisoulman/status/878241606675181568</p>
	<p>MG3</p>	<p>https://twitter.com/SerioSito/status/571788520240619521?s=20</p>

F) Le retour au pouvoir des talibans

Un des événements majeurs de l'été 2021 a été le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan. Ce changement radical a déclenché une crise géopolitique importante dans la région et dans l'axe transatlantique. La Turquie était un des acteurs les plus concernés pour deux raisons.

Premièrement, le gouvernement turc a compromis un accord avec les États-Unis pour surveiller l'aéroport de Kaboul après le retrait des troupes américaines. Vivement critiquée dans les milieux d'opposition, cette décision a donné à la Turquie un rôle majeur dans la gestion de la crise.

Deuxièmement, après le retour au pouvoir des talibans, des millions d'afghans se sont réfugiés en Turquie. Premier pays d'accueil de réfugiés en termes d'effectif (environ 4 millions selon les nombres du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés²⁴), le pays a fait face à une vague migratoire importante entre août et octobre. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a poursuivi sa politique d'accueil des réfugiés sur fond de « solidarité entre musulmans ».

Pour mon stage, j'étais chargé de documenter l'avancée des talibans. Tous les jours, j'effectuais des veilles de l'actualité. J'étais également chargé de surveiller les ambassades en Afghanistan, voir si elles fermaient ou pas.

Voici quelques événements clefs que j'ai noté dans ce travail:

14/07/2021 : La presse talibane avance et prend un poste frontière clé avec le Pakistan²⁵

Mercredi, des responsables talibans ont affirmé avoir saisi un passage frontalier stratégique avec le Pakistan. Le porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, a tweeté une vidéo prétendant montrer des combattants talibans mercredi dans la ville de Spin Boldak, dans le sud-est du pays, le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. SpinBoldak est un point de passage clé pour toutes les marchandises de la ville portuaire de Karachi, au sud du Pakistan, vers l'Afghanistan, un pays enclavé dépendant du port de la mer d'Oman.

²⁴ <https://www.unhcr.org/tr/turkiyedeki-multeciler-ve-siginmacilar>

²⁵ <https://apnews.com/article/afghanistan-taliban-pakistan-6e7a6d46490a21119b5281a3a1b2c2b7>



Spin Boldak, point de passage entre l'Afghanistan et le Pakistan

16/07/2021 : Le Pakistan rejette les allégations de "soutien aérien" aux talibans

« Le premier vice-président afghan Amrullah Saleh a affirmé jeudi soir que les forces pakistanaises soutenaient les talibans afghans après avoir pris le contrôle du poste frontière de Spin Boldak avec le Pakistan dans la province de Kandahar plus tôt cette semaine. Saleh avait allégué que l'armée de l'air pakistanaise avait « émis un avertissement officiel à l'armée et à l'armée de l'air afghanes que toute tentative de déloger les talibans de la région de Spin Boldak serait confrontée et repoussée par l'armée de l'air pakistanaise. Le Pakistan a rejeté ces allégations. Vendredi, le ministère pakistanais des Affaires étrangères, dans son communiqué, a déclaré que l'armée de l'air pakistanaise était limitée à la protection de l'espace aérien pakistanais²⁶ ».

²⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/16/pakistan-air-support-afghanistan-taliban>

16/07/2021 La Chine reproche aux États-Unis d'avoir abandonné l'Afghanistan, met en garde contre "l'évasion de leurs responsabilités"

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Webin a critiqué le retrait américain d'Afghanistan lors d'une réunion conjointe avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et a appelé l'alliance eurasienne à « empêcher les États-Unis de se dérober à leurs responsabilités²⁷ ».

06/08/2021 : Les combattants talibans envahissent une capitale provinciale afghane pour la première fois depuis le retrait des forces étrangères

Les combattants talibans ont pris vendredi le contrôle de la capitale de la province de Nimruz, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, la première capitale provinciale à être envahie par les militants depuis le retrait des forces américaines et de l'OTAN du pays.

Rohullah Gul Khairzad, vice-gouverneur de la province, a déclaré que la ville "était tombée" aux mains des talibans, mais il a refusé de donner plus de détails.²⁸.

06/08/2021 : Les Talibans tuent le chef du département média du gouvernement afghan

Des combattants talibans ont assassiné Dawa Khan Minapal, le principal responsable des médias et de l'information du gouvernement afghan dans la capitale, Kaboul, ont déclaré le porte-parole du groupe et des responsables afghans²⁹.

²⁷ <https://www.foxnews.com/politics/china-criticizes-us-for-abandoning-afghanistan-warns-against-shirking-its-responsibility>

²⁸ <https://www.washingtonpost.com/world/2021/08/06/afghanistan-taliban-nimruz/>, <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/06/taliban-captures-provincial-capital-in-afghanistan>

²⁹ <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/6/afghanistan-taliban-provincial-capitals>

06/08/2021 : Exercices conjoints de la Russie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan à la frontière avec l'Afghanistan contre la menace des Talibans.

Les armées de la Russie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont entamé des exercices conjoints sur le polygone de Harb-Maydon au Tadjikistan, à 20 kilomètres de la frontière afghane, en réponse à l'avancée des talibans en Afghanistan.³⁰

15/08/2021 : Les Talibans s'emparent de Jalalabad en Afghanistan, coupant Kaboul de l'Est.

Les talibans ont pris le contrôle de la ville afghane de Jalalabad sans combattre, selon des responsables et un habitant, laissant ainsi la capitale, Kaboul, comme dernière grande zone urbaine sous contrôle gouvernemental³¹.

15/08/2021 : Paris déploie des renforts militaires aux EAU pour évacuer les ressortissants d'Afghanistan.

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé dimanche 15 août que la France allait déployer des renforts militaires aux Émirats arabes unis pour faciliter l'évacuation de ses ressortissants, après avoir déplacé son ambassade à l'aéroport de Kaboul en raison de l'avancée des talibans, désormais dans la capitale afghane³².

³⁰ <https://tr.sputniknews.com/rusya/202108051045166337-rusya-tacikistan-ve-ozbekistandantaliban-tehdidine-karsi-afganistan-sinirinda-ortak-tatbikat/>

³¹ <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/15/taliban-capture-afghanistans-jalalabad-cut-off-kabul-from-east>

³² https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/15/paris-deploie-des-renforts-militaires-aux-emirats-arabes-unis-pour-evacuer-ses-ressortissants-d-afghanistan_6091505_3210.html

16/08/2021 : Ghani quitte l'Afghanistan alors que les talibans entrent dans Kaboul et s'apprêtent à prendre le contrôle

Le président afghan Ashraf Ghani, son vice-président et d'autres hauts responsables ont quitté l'Afghanistan dimanche, ouvrant la voie à une reprise du pouvoir par les insurgés talibans, 20 ans après leur éviction par l'armée américaine³³.

18/08/2021 : Alors que les talibans se rapprochent de Kaboul, Biden ordonne l'envoi de troupes en Afghanistan

Le président Biden a donné l'ordre jeudi dernier d'envoyer des troupes américaines en Afghanistan lorsqu'il est devenu évident que les talibans débordaient les forces gouvernementales afghanes sur leur chemin pour prendre Kaboul. Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, a déclaré que si certains des premiers vols d'évacuation ont quitté Kaboul avec des sièges vides, il a ajouté que « nous mettrons 300 passagers dans votre avion cargo militaire moyen » lors des vols suivants³⁴.

19/08/2021 : Sous la pression des États-Unis, le FMI retient des centaines de millions de dollars de l'Afghanistan contrôlé par les Talibans.

Le Fonds monétaire international va suspendre un plan visant à fournir des centaines de millions de dollars à l'Afghanistan, suite aux pressions exercées par l'administration Biden pour qu'il ne fournisse pas de ressources financières au régime taliban actuellement au pouvoir. Le FMI devait fournir au pays environ 460 millions de dollars en droits de tirage spéciaux la semaine prochaine, dans le cadre d'un programme plus large visant à stimuler les finances des économies en développement souffrant de la pandémie de coronavirus. Les DTS peuvent être convertis en différentes monnaies³⁵.

³³ <https://www.voanews.com/south-central-asia/ghani-leaves-afghanistan-taliban-enter-kabul-set-take-control>

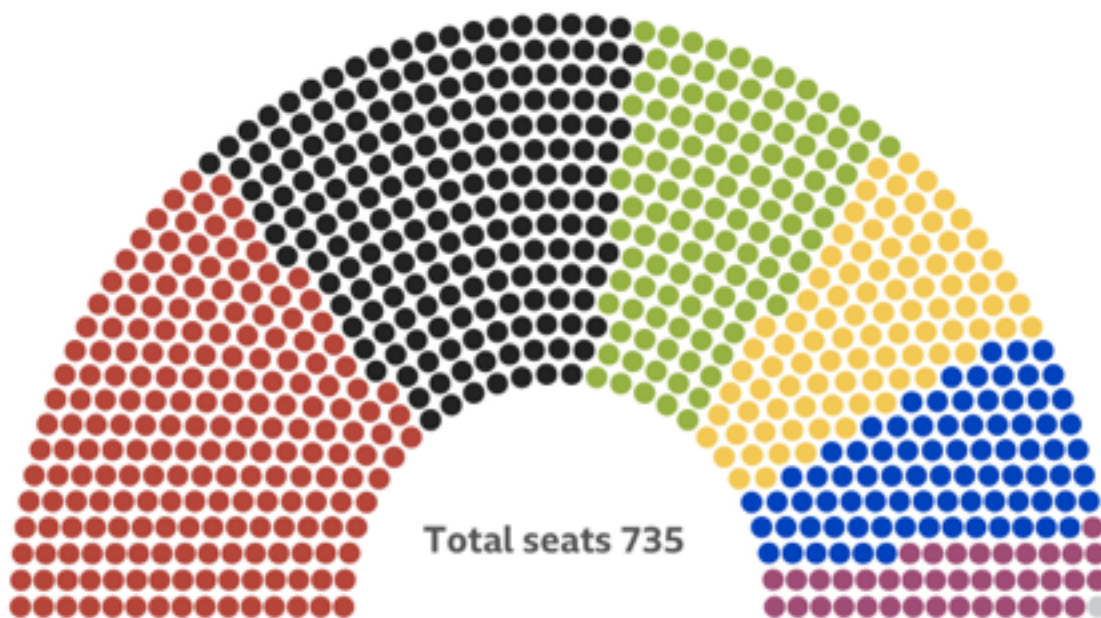
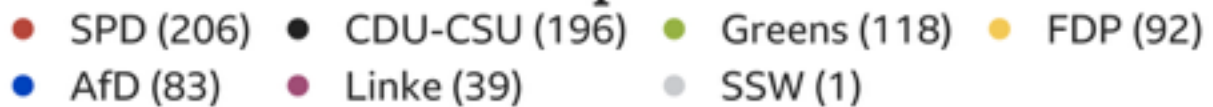
³⁴ <https://www.npr.org/2021/08/17/1028519940/biden-kabul-national-security-adviser-sullivan-afghanistan-troops-taliban>

³⁵ <https://www.washingtonpost.com/world/2021/08/19/afghanistan-kabul-taliban-live-updates/>

G) Les élections allemandes d'une perspective internationale

A l'approche des élections allemandes, une des questions préoccupantes pour la Turquie était la politique étrangère des partis politiques. J'ai ainsi étudié minutieusement les programmes politiques des partis et les promesses électorales des dirigeants sur le plan international. Olaf Scholz, candidat socialiste, est devenu le nouveau chancelier allemand en succédant à Angela Merkel, qui a occupé ce poste pendant 16 ans.

How the new German parliament looks



Source: German Federal Returning Officer



La nouvelle composition du « Bundestag », le Parlement allemand³⁶.

³⁶ <https://www.bbc.com/news/world-europe-58826194>

Extraits du rapport (publié le lendemain des élections - 22/09/2021³⁷):

Le 26 septembre 2021, les élections fédérales allemandes auront lieu. Une époque touche à sa fin. Après 16 ans en tant que chancelière, le mandat d'Angela Merkel prendra fin avec ces élections. Parmi les principaux partis en lice pour les élections, on trouve le Parti Union chrétienne-démocrate (Christlich Demokratische Union Deutschlands-CDU - au pouvoir), l'Union 90/Parti vert (Bündnis 90/Die Grünen), le Parti social-démocrate allemand (Sozialdemokratische Partei Deutschlands-SPD) et le Parti démocratique libre (Freie Demokratische Partei-FDP). Bien que les opinions de chaque partis diffèrent dans les détails techniques, nous rencontrons de nombreux discours communs, notamment sur les questions de politique étrangère et de sécurité. Au premier plan de ces discours se trouve l'accent mis sur une Union européenne unie et indépendante, donner à l'Allemagne une plus grande responsabilité au sein de l'OTAN, des mesures sur le changement climatique et une position ferme contre les violations des droits de l'homme en Russie et en Chine.

Le Parti Union chrétienne-démocrate

Au pouvoir depuis 2005, les chrétiens-démocrates sont un des partis politiques les plus influents de la scène politique allemande et européenne. La décision d'Angela Merkel, chancelière depuis 16 ans et chef du parti depuis 18 ans (2000-2018), de quitter la politique marque la fin d'une époque. L'élection d'Armin Laschet, chancelier du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, comme successeur de Mme Merkel en janvier 2021, et la question de savoir s'il y aura des changements dans la politique du parti. avait apporté avec elle la controverse.

Si les chrétiens-démocrates sont réélus comme premier parti, on s'attend à ce que l'Allemagne n'apporte pas de changements majeurs dans les domaines de la politique étrangère et de la sécurité. Cela signifie que L'Allemagne est rationnelle, équilibrée et attachée aux principes européens. mais le reflète dans sa politique étrangère de manière à ce qu'il n'entrave pas ses propres intérêts commerciaux et géostratégiques. continuera à suivre un chemin. Armin Laschet qualifie la République populaire de Chine, l'un des pays les plus importants de la politique étrangère allemande, de "concurrent et partenaire". Pékin est actuellement le plus important

³⁷ <https://edam.org.tr/26-eylul-2021-almanya-federal-secimleri-ve-partilerin-dis-politikalari/>

partenaire commercial de Berlin. Toutefois, les deux parties ont des points de vue très différents sur les droits de l'homme et la démocratie. Les politiques à l'égard des Turcs ouïghours, la crise de Hong Kong et la concurrence technologique resteront des points importants de l'ordre du jour des relations bilatérales. Selon M. Laschet, ces désaccords ne font pas obstacle à la coopération entre les deux pays dans le sens des intérêts communs des deux parties. En ce qui est des relations russo-allemandes, un changement majeur n'est pas attendu. Moscou continuera à être un partenaire incontournable de Berlin dans les domaines de l'énergie et de la lutte contre le réchauffement climatique. Toutefois, les droits de l'homme et le droit international seront la ligne rouge de la politique russe de M. Laschet. Tant que le conflit dans le Donbass ne sera pas réglé, les sanctions continueront à tomber. En outre, le projet Nord Stream 2, qui a divisé les pays de l'UE et entraîné des sanctions américaines, sera certainement achevé sous Armin Laschet et le gazoduc sera mis en service.

Parti social-démocrate allemand - SPD

Le parti social-démocrate, le plus ancien parti politique allemand, a choisi comme candidat à la chancellerie pour cette élection Vice-chancelier et ministre des finances du gouvernement Merkel Olaf Scholz. Dans cette campagne électorale, les socialistes veulent donner la perception d'une Europe forte et unie face à la Russie et à la Chine, même s'ils préconisent la diplomatie avec la Russie plutôt que les sanctions. Voulant briser son image traditionnelle, le Parti propose des politiques environnementales qui se trouvent premier plan du programme. Le SPD n'adopte pas une position claire sur les relations transatlantiques.

Il souligne l'importance du renforcement des relations avec les États-Unis pour la sécurité européenne, mais préconise également l'indépendance de l'UE à l'égard des l'OTAN et se porte en faveur de la création d'une armée européenne.

Union 90/Parti vert

L'Union 90/Verts a été fondée en 1980 en Allemagne de l'Ouest. Le Parti, qui s'est engagé dans différentes coalitions, est arrivé en tête des scrutins aux dernières élections locales et européennes. Rappelant que la décarbonisation de l'Allemagne et de tous les pays est leur

priorité, Annaella Baerbock, la candidate et leader du Parti, a déclaré que les politiques environnementales sont le dénominateur commun le plus important entre les États-Unis et l'Allemagne, suivi par la démocratie et les droits de l'Homme. Dans ces deux derniers domaines, les Verts sont pourraient s'approcher de la ligne américaine contre la Chine et la Russie. M. Baerbock a souligné qu'elle appréciait particulièrement les politiques environnementales de Joe Biden. En cas de son élection au poste de chancelier, elle a assuré que « l'Allemagne sera un bon partenaire du gouvernement Biden » dans les domaines de la démocratie et de l'environnement. M. Baerbock a souligné la possibilité d'un « Green deal » transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne et a fait valoir que l'Allemagne devrait jouer un rôle important dans ce processus. Conformément à ces déclarations, il est envisageable que les verts suivent une politique étrangère beaucoup plus pro-américaine. Traditionnellement anti-capitaliste et anti-américain, le Parti connaîtra ainsi un revirement majeur dans sa politique étrangère. Concernant les relations russo-allemandes, M. Baerbock condamne le régime de Vladimir Poutine s'oppose au projet de gazoduc Nord Stream 2. Outre les raisons environnementale, elle fait valoir que le projet viole les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie et que s'il est mis en route, le projet couperait l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine, et que cela pourrait avoir de mauvaises répercussions sur les relations germano-polonaises. En ce qui est des relations sino-germaniques, M. Baerbock défend que le dialogue sur la crise climatique devrait s'intensifier mais qu'en revanche Berlin devrait condamner plus sévèrement Pékin sur les violations des droits de l'Homme.

III) Conclusion

A) Les apports du stage

Ce stage m'a permis d'étudier des pays comme la Russie, l'Allemagne, les États-Unis et la France depuis la Turquie. J'ai eu ainsi la possibilité de nuancer le point de vue français sur la Russie et de pouvoir croiser différentes perspectives et approches. De par l'ouverture à l'internationale du think-tank, j'ai eu l'occasion de travailler en plusieurs langues (anglais, français, turc). Cette multiculturalité m'a permis d'améliorer mes compétences rédactionnelles en différentes langues. Un des plus grands intérêts du stage pour moi était d'apprendre à effectuer des veilles sur les thématiques sur lesquelles j'ai travaillé. Grâce à des outils numériques comme Feeder, Netvibes et Inoreader, j'ai pu organiser et archiver mes veilles. Encore aujourd'hui, je me sers de ces outils. Par ailleurs, je me suis familiarisé avec le fonctionnement d'un think-tank et le rythme de travail. Ayant travaillé au sein d'une équipe de chercheurs expérimentée, j'ai eu l'occasion de connaître leurs parcours et profils. Malgré le travail à distance, j'ai pu profiter de cette expérience et m'épanouir pendant mes 4 mois.

B) Perspectives professionnelles

Mon expérience à EDAM m'a permis de réaliser que je ne suis pas intéressé par le travail de chercheur. Malgré mon intérêt pour la géopolitique et la recherche, ce stage a confirmé ma volonté de devenir journaliste. La première raison derrière ce choix c'est que j'ai envie de couvrir l'actualité et ne pas me limiter au commentaire. Même si le chercheur est souvent amené à faire du terrain, j'ai l'ambition d'être plongé dans l'actualité chaude. C'est pourquoi je souhaiterais travailler dans une agence de presse en Russie après mes études. Ce stage m'a tout de même permis d'acquérir des connaissances en termes de géopolitique et de traitement de sujets qui me seront sans doute très utiles dans ma future profession. Ce stage a été, en ce sens, une expérience riche et professionnalisante.

Sitographie

Al Jazeera

- <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/22/qatar-pledges-to-help-stop-israeli-attacks-on-palestinians>
- <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/15/taliban-capture-afghanistans-jalalabad-cut-off-kabul-from-east>

Arabnews

- <https://www.arabnews.com/node/1861266/saudi-arabia>

Associated Press

- <https://apnews.com/article/afghanistan-taliban-pakistan-6e7a6d46490a21119b5281a3a1b2c2b7>

BBC

- <https://www.bbc.com/news/world-europe-58826194>

Comité économique et social européen

- [https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/resilience-des-matieres-premieres-critiques-la-voie-suivre-pour-un-renforcement-de-la-securite-et-de-la-durabilite#:~:text="](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/resilience-des-matieres-premieres-critiques-la-voie-suivre-pour-un-renforcement-de-la-securite-et-de-la-durabilite#:~:text=)

Dailynews Egypt

- <https://dailynewsegypt.com/2021/05/09/arab-league-to-hold-emergency-meeting-on-israeli-attacks-in-jerusalem/>

Edam

- <https://edam.org.tr/hakkimizda/>
- <https://edam.org.tr/en/in-the-shadow-of-guns-armament-trends-of-the-pkk-ypg-terrorist-network/>
- <https://edam.org.tr/26-eylul-2021-almanya-federal-secimleri-ve-partilerin-dis-politikalari/>
- <https://edam.org.tr/post-nato-summit/>

Foreign Policy

- <https://foreignpolicy.com/2021/06/02/biden-washington-israeli-palestinian-conflict/>

Fox News

- <https://www.foxnews.com/politics/china-criticizes-us-for-abandoning-afghanistan-warns-against-shirking-its-responsibility>

INews

- <https://inews.co.uk/news/world/israel-palestine-confict-benjamin-netanyahu-boris-johnson-support-gaza-1020701>

International Energy Agency (IEA)

- <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/global-electric-car-stock-2010-2019>

- <https://www.iea.org/reports/global-ev-outlook-2020>

Jeuneafrique

- <https://www.jeuneafrique.com/1179766/politique/tribune-israel-palestine-le-qatar-a-la-rescousse/>

JPost

- <https://www.jpost.com/middle-east/un-there-is-no-safe-place-in-gaza-72000-people-displaced-668489>

LeMonde

- https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/15/paris-deploie-des-renforts-militaires-aux-emirats-arabes-unis-pour-evacuer-ses-ressortissants-d-afghanistan_6091505_3210.html

- https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/14/etats-unis-joe-biden-rechigne-a-intervenir-dans-la-derniere-crise-israelo-palestinienne_6080157_3210.html

NPR

- <https://www.npr.org/2021/08/17/1028519940/biden-kabul-national-security-adviser-sullivan-afghanistan-troops-taliban>

Orient XXI

- <https://orientxxi.info/magazine/le-choix-impossible-de-la-turquie-entre-l-ukraine-et-la-russie,5430>

Sputnik News

- <https://tr.sputniknews.com/rusya/202108051045166337-rusya-tacikistan-ve-ozbekistandantaliban-tehdidine-karsi-afganistan-sinirinda-ortak-tatbikat/>

Times of Israel

- <https://www.timesofisrael.com/73-year-old-israeli-woman-who-fell-in-rocket-shelter-dies-of-injuries/>

The Guardian

- <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/06/taliban-captures-provincial-capital-in-afghanistan>

The Washington Post

- <https://www.washingtonpost.com/world/2021/08/19/afghanistan-kabul-taliban-live-updates/>

- <https://www.washingtonpost.com/world/2021/08/06/afghanistan-taliban-nimruz/>, <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/06/taliban-captures-provincial-capital-in-afghanistan>

The Diplomat

- <https://thediplomat.com/2021/05/what-are-china-and-russia-saying-about-the-israel-palestine-conflict/>

- <https://thediplomat.com/2021/05/what-are-china-and-russia-saying-about-the-israel-palestine-conflict/>)

United Nations High Commissioner for Refugees

- <https://www.unhcr.org/tr/turkiyedeki-multeciler-ve-siginmacilar>

Voice of America

- <https://www.voanews.com/south-central-asia/ghani-leaves-afghanistan-taliban-enter-kabul-set-take-control>

Wikipedia

- https://fr.wikipedia.org/wiki/Think_tank

- https://fr.wikipedia.org/wiki/Destruction_cr%C3%A9atrice